



Le réseau des Equipes techniques de
Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi

Le rendez-vous des
équipes de PLIE

N° 14
Décembre 2013

EUROPLIE, LE RESEAU DES EQUIPES TECHNIQUES DES PLIE

DANS CE NUMERO

NOUVELLES D'EUROPLIE

Europlie vous a donné rendez-vous le 8 novembre dernier à l'occasion de la journée technique « **Horizon 2014-2020 : Programme, gestion, gouvernance – Adaptations et démarches novatrices** ». Vous étiez plus de 22 PLIE représentés lors de cette rencontre. François LEPAGE, Adjoint à la Sous-Directrice du FSE à la DGEFP est venu, à cette occasion nous présenter l'état d'avancement du Programme Opérationnel National "Emploi & Inclusion". Les tables rondes suivantes ont été riches en échange et en débat. Nous remercions encore les directeurs, chefs de PLIE et consultants qui y ont participé ! *#Demandez au Centre de Ressources le résumé des échanges avec Mr Lepage ou les supports de présentation des autres tables rondes#*

La dynamique de groupe de travail a été engagée. Les **groupes de travail «Accompagnement» et «Décentralisation»** se sont réunis le vendredi 15 novembre dernier à Avignon. Le groupe de travail «Accompagnement» se réunira de nouveau le vendredi 17 janvier 2014 à Lyon. *#Si vous souhaitez rejoindre l'un de ces groupes de travail, contactez le centre de ressources #*

Enfin, Europlie donne rendez-vous à ses administrateurs le 6 décembre prochain à Lyon, pour le dernier Conseil d'Administration de l'année et préparer l'année 2014.

**LES MONNAIES
COMPLEMENTAIRES :**
une piste de réflexion dans
la lutte contre l'exclusion ?

Page 2

**Europe & Economie Sociale
et Solidaire -En bref**

Page 3

Agenda- A lire

Page 4

LES MONNAIES COMPLEMENTAIRES :

une piste de réflexion dans la lutte contre l'exclusion ?

Alors que la précarité et le chômage ne cesse d'augmenter, il devient plus que jamais nécessaire de s'interroger sur les moyens d'endiguer cette spirale et d'accompagner au retour à l'emploi des personnes qui en sont de plus en plus éloignées et connaissent des situations alarmantes d'isolement social. Dans ce contexte, le secteur de l'économie sociale et solidaire apparaît comme un levier possible, dans ses méthodes et approches nouvelles comme dans ses dispositifs innovants.

Les monnaies complémentaires ou monnaies sociales ont été créées dans le but de faciliter l'échange entre les êtres humains et d'éviter l'accumulation de capital comme une fin en soi. Encourageant ainsi d'autres types d'échanges, de nombreux acteurs locaux de par le monde ont mis en place des initiatives locales. Il existerait, aujourd'hui, plus de 5000 initiatives de par le monde. Au-delà de ce chiffre, on remarque que les expériences sont très diverses. De fait, chacune d'entre elle est mise en œuvre face à une situation particulière, un enjeu spécifique.

Ici nous nous concentrerons sur les monnaies qui ont une vocation sociale et plus particulièrement celles qui luttent contre l'exclusion. Mais quelles réponses les monnaies complémentaires peuvent-elles donner à la problématique de chômage et d'exclusion ? Peu d'études existent à ce sujet, mais voici un petit tour de France et d'ailleurs qui met en lumière des initiatives locales pour l'inclusion.

Le Palmas – Au Brésil

L'idée est d'encourager les activités génératrices de travail et de revenu au sein des favelas, répondant aux besoins de la population, en soutenant simultanément la production et la consommation. Le soutien à la production est générateur de travail et de revenu, le

soutien à la consommation et la monnaie sociale assurent des débouchés aux productions locales. Il se crée ainsi un réseau de producteurs consommateurs acteurs de leur développement qui permet de relocaliser durablement les échanges au niveau local. Notez que la monnaie Sociale Palmas n'est qu'une des composantes de la Banque Palmas, dispositif intégré de développement de l'économie solidaire et du développement local au Brésil.

SELAVIE - A Abbeville dans la Somme (80)

L'association à travers l'entraide mutuelle à caractère ponctuel (l'échange de services et d'apprentissages) vise à favoriser la valorisation des personnes en difficulté sociale (sentiment d'être déqualifié ou d'être une charge en tant qu'inactif, isolement relationnel, difficultés financières) ; parallèlement, elle cherche à développer la connaissance du monde du travail pour les membres chômeurs et scolaires et à aider à l'insertion professionnelle de certains d'entre eux ; Cette expérience, une première en France, avait l'aval de l'administration fiscale qui permettait la défiscalisation des activités en partie rémunérées. Aujourd'hui, faute de soutien public et face au départ du concepteur de ce S.E.L., l'expérience n'a pas été poursuivie.

GITA – A Bilbao en Espagne

Gita est un projet pilote lancé à Bilbao de janvier à décembre 2013. L'idée est de faire participer 150 personnes et 150 autres en risque d'exclusion sociale, 15 entreprises et 20 organisations accompagnantes. Le projet est principalement centré sur l'inclusion sociale, pour cela les participants en risque d'exclusion recevront chaque mois durant un semestre 50 gitas (la monnaie locale) pour pouvoir entrer sur ce marché social. Le but étant que peu à peu, ces mêmes personnes deviennent fournisseurs de service, mettant en avant leur capacité personnelle sur ce nouveau marché.

POUR ALLER PLUS LOIN:

Cahier d'espérance Richesses et Monnaies

Collectif Richesses

Juin 2011

Viva Favela ! Quand les démunis prennent leur destin en main

Joaquim Melo, avec Elodie Bécu et Carlos de Freitas

2009

DEFINITION ET CHIFFRES

Un système d'échange local (ou SEL) est un système d'échange de produits ou de services qui se font au sein d'un groupe fermé (généralement associatif). Le SEL permet à tout individu d'échanger des compétences, des savoir-faire et des produits avec les autres membres du groupe. Chaque SEL est un groupe de personnes vivant dans un même secteur géographique. Pour comptabiliser les échanges, le SEL crée sa propre monnaie, appelée unité d'échange, le plus souvent basée sur le temps (1 heure = 60 unités).

En France, il existe 400 SELS. Pour trouver les SELS de vos territoires, rendez-vous sur le site www.selidaire.org

CHIFFRES CLES EN FRANCE ET EN EUROPE

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) en France métropolitaine est en hausse de 0,1 point : il est estimé à

10.9% pour le 2ème trimestre 2013

Selon l'observatoire des inégalités,

50% des personnes pauvres ont moins de 30 ans (dont 10% est pauvre).

Lancés fin juin à titre expérimental dans 30 agglomérations, les emplois

francs sont étendus à **133** nouvelles villes. [liste des 133 villes](#)

Le budget total pour la prochaine programmation voté le 19 novembre

2013 par le Parlement Européen s'élève à **960 millions** d'euros en crédits d'engagement.

& d'Europe,

Quatre régions contestent la répartition de l'aide européenne au développement rural

Si la répartition du fonds social européen et du fonds européen pour le développement régional est quasiment arrêtée, les négociations se poursuivent sur celle des aides au développement rural (Feader).

Entre 2014 et 2020, la France va bénéficier d'un budget en augmentation, évalué à 10 milliards d'euros. Toutes les régions voient leur dotation augmenter, mais certaines progressent plus que d'autres. Quatre régions en particulier (Paca, Bourgogne, Limousin et Centre) se sentent lésées par rapport à leurs voisines. Le quatuor réclame un encadrement plus équitable de la progression des enveloppes, le débat devra être tranché d'ici la fin de l'année.

Nouvelles....

De France

L'emploi est "de moins en moins accessible" aux personnes en difficulté

Le Secours catholique publie l'édition 2012 de son "rapport statistique". Ce rapport propose notamment une analyse sur le lien entre pauvreté et emploi ; avec un constat : "Comme toutes les richesses, le travail est de moins en moins partagé". L'étude montre en effet que le fossé se creuse entre les pauvres et l'emploi. Un chiffre en donne une idée : alors que les personnes accueillies par le Secours catholique appartiennent aux publics prioritaires pour l'accès aux emplois aidés, seuls 4,1% d'entre elles en bénéficient. Par ailleurs, 18% des ménages accueillis sont des travailleurs pauvres, tandis que 37,5% sont au chômage, dont un quart de chômeurs ayant épuisé leurs droits.

Les contrats aidés facilitent l'insertion professionnelle selon la DARES

Que deviennent les titulaires d'un contrat aidé six mois après leur sortie du dispositif ? Le contrat aidé a-t-il favorisé leur insertion durable sur le marché du travail ? La Dares (services statistiques du ministère du Travail) s'est posée ces questions. 70% des titulaires d'un contrat aidé dans le secteur marchand étaient en emploi six mois après la fin de ce contrat aidé. Dans le secteur non marchand, ce taux tombe à 40%. Autre chiffre notable de l'étude : le passage en contrat aidé est jugé bénéfique par les intéressés. Ils sont 78% à se déclarer satisfaits d'avoir pu "acquérir une expérience professionnelle" et 75% "à se sentir utile et à reprendre confiance".

travail-emploi.gouv.fr

L'AGENDA D'EUROPLIE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le vendredi 6 décembre 2013

A Lyon

RENCONTRE DU GROUPE DE TRAVAIL « ACCOMPAGNEMENT »

Le vendredi 17 janvier 2014

A Lyon

À voir...

POLE EMPLOI, NE QUITTEZ PAS !

Nora Philippe, LCP

Novembre 2013

Une plongée dans le quotidien d'une agence de Pôle Emploi, celle de l'antenne de Livry-Gargan, commune de Seine-Saint-Denis. Chaque jour, les agents sont confrontés à la réalité complexe, souvent chaotique, du chômage et à la pression de leur institution. Comment travaillent-ils, entre les directives de la hiérarchie, une obligation de résultat et une humanité bien souvent en grande détresse.

À lire...

FICHE TECHNIQUE -Les garanties-jeunes: une réponse à la crise de l'emploi des jeunes?

OIT

Novembre 2013

www.ilo.org

LE PARI PERDU DE LA REDUCTION DE LA PAUVRETE PAR LE RSA CEE

Novembre 2013

Le revenu de solidarité active (RSA), entré en vigueur le 1er juin 2009 en remplacement du RMI et de l'API, était censé permettre de pallier l'enfermement des allocataires dans une « trappe » à inactivité, en alliant incitation à la reprise d'emploi et complément de revenus. L'analyse des trajectoires des bénéficiaires du RSA montre que le dispositif n'est performant ni en matière de retour à l'emploi ni en matière d'amélioration des revenus : d'une part, 69 % des allocataires du RSA-socle seul en janvier 2010 y sont toujours en fin d'année, d'autre part, 68 % des éligibles au RSA-activité seul ne demandent pas la prestation. Le RSA s'est révélé impuissant à réduire significativement la pauvreté. Faute de résultats probants, l'indicateur qui mesure la sortie de la pauvreté a d'ailleurs disparu, signant l'abandon de l'objectif initial.

www.cee-recherche.fr

Centre de Ressources

8 rue Traversière,

95000 Cergy

01 30 32 85 24

contact@europlie.asso.fr

Présidente : Claudine Camilleri

Vice-Président : William Ameri

Chargée de mission : Anne-Julie Beuscart

Cette lettre d'information est ouverte aux adhérents :

Pour présenter votre structure, proposer des événements ou partager votre opinion, vous pouvez nous communiquer toute demande par mail ou par courrier au Centre de Ressources.